

**Séance ordinaire du  
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville fraternelle et solidaire**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

**Absents / Excusés :**

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Bilan des Etats Généraux de la Solidarité - Lutte contre la précarité alimentaire -  
Mesures d'action - Approbation**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La clôture des premiers Etats Généraux de la Solidarité dédiés à la lutte contre la précarité alimentaire a eu lieu le 16 octobre 2021, en présence d'une part de l'Etat, du Conseil régional, du Conseil départemental, de la Métropole, de la Ville de Montpellier et d'autre part de l'ensemble des associations et partenaires de l'aide alimentaire.

Certes, malgré la pandémie, si on peut affirmer qu'on ne meurt pas de faim à Montpellier, en 2020, l'équivalent d'un million quatre-vingt mille (1 080 000) repas ont été distribués et ce nombre sera encore dépassé pour l'année 2021.

La Ville de Montpellier fait des efforts spécifiques pour soutenir l'aide alimentaire et bénéficie de l'appui de l'Etat au travers du plan pauvreté. Elle va poursuivre son action en cohérence avec les conclusions des Etats Généraux de la Solidarité alimentaire, qui au cours d'une année riche en états des lieux, analyses partagées et travail concerté, ont permis de définir collectivement de nouvelles actions et des modes de fonctionnement nécessaires.

Les moyens et initiatives qui permettront à toutes les personnes de mieux se nourrir se déclinent en 9 axes. Car la diversité des publics à accompagner vers une intégration sociale dans notre société est importante. Entre les familles à très faibles revenus, les résidents des hôtels sociaux ou du dispositif d'hébergement d'urgence des habitants des squats ou bidonvilles (dispositifs qui ne sont en aucun cas une norme à faire perdurer) et les « habitants de la rue », il y a de gros écarts de mode de vie.

Les 9 axes identifiés sont pour certains encore en construction et la concertation sera poursuivie systématiquement pour devenir partie intégrante du fonctionnement de l'ensemble du dispositif. Les publics se verront associés et impliqués dans le dispositif de solidarité. Car ne plus faire « pour un public » mais faire « avec lui » est une volonté commune.

### 1. Faciliter la solidarité citoyenne

La Ville de Montpellier s'engage à soutenir toutes les initiatives que développent les citoyens de Montpellier en matière de solidarité et de partage en matière d'accès au repas. Elle se félicite que lors des confinements, des citoyens se soient organisés pour venir en aide aux personnes qui dans les quartiers, étaient en grande difficulté d'accès à l'alimentation.

La Ville de Montpellier proposera aux organisations professionnelles de diffusion de l'alimentation, restaurateurs, métiers de bouche, épiceries et supérettes, de développer des repas solidaires ainsi que la méthode des cafés ou repas suspendus : lors d'une consommation habituelle, les clients se verront proposer de régler le coût d'une consommation ou d'un repas au bénéfice d'une personne - précaire - qui le demandera.

### 2. Développer un réseau d'épiceries sociales et solidaires

La Ville de Montpellier s'engage à construire un réseau d'épiceries sociales et solidaires qui permettra aux familles à très faibles revenus d'accéder à une alimentation de qualité, et va lancer un appel à projet spécifique au renforcement et à la mise en œuvre de nouvelles actions propres aux épiceries sociales et solidaires. Cet appel à projet doit permettre d'étoffer le maillage territorial des structures dans tous les quartiers de la ville. Le montant total de l'aide sera de 70 000 € en 2022 à répartir sur 7 lieux minimum, et proportionnellement au nombre de personnes ciblées (si 2 réponses sont faites au sein d'un même quartier, elles devront montrer les imbrications et coordinations entre les 2, actuelles ou en devenir).

### 3. Améliorer qualitativement la distribution des repas dans la rue, par le soutien ou l'ouverture de cantines populaires

La Ville de Montpellier se félicite de disposer d'un réseau d'associations qui s'est organisé pour distribuer des repas aux habitants de la rue. Elle soutient leurs actions soit par des subventions, soit en fournissant des aides logistiques. En tenant compte des synergies possibles avec certains locaux sous utilisés des clubs de l'âge d'or du CCAS, la Ville de Montpellier propose de créer plusieurs nouveaux lieux pour de mettre en place le soir des cantines populaires. Ces lieux permettront de disposer de salles équipées de tables, de chaises et de cuisines pour le réchauffage des repas. L'objectif est de permettre aux associations organisant les distributions des repas de rue de poursuivre leur activité dans des conditions plus humaines.

Plus tard, dans le cadre du projet de construction d'une cuisine centrale fournissant les écoles, la Ville de Montpellier étudiera la possibilité de créer un restaurant populaire pouvant également ouvrir en soirée et proposer des repas aux habitants de la rue. Ce restaurant pourrait mixer les publics, offrir une restauration de qualité aux employés et ouvriers s'activant dans le quartier de la Restanque, lors du repas de midi et du soir et accueillir des habitants de la rue.

#### 4. Créer une cuisine solidaire

Concernant les personnes prises en charge par le dispositif d'hébergement d'urgence, la mise en place d'une cuisine solidaire située en proximité des principaux établissements sera étudiée dans les mois qui viennent. L'usage de cette ou de ces cuisines sera proposé aux familles hébergées en privilégiant leur implication et leur participation à la préparation des repas.

#### 5. Favoriser l'intégration des personnes et leur permettre de prendre toute leur place dans notre société

L'aide et la distribution d'alimentation ne doivent pas être une fin en soi. Elles sont indispensables mais pas suffisantes. Nous savons que les familles, les personnes qui sont dans le besoin acceptent assez facilement de donner des coups de main, de prendre leur part dans les tâches de distribution. Bien souvent les usagers sont aussi des bénévoles, voire des militants des associations. Permettre à tous de s'exprimer, tenir compte de leur avis est indispensable pour développer la solidarité. De même, il faut offrir des occasions où les personnes peuvent faire le point sur leurs droits sociaux. Trop souvent, ils ne connaissent pas leurs droits, ils vivent leur situation comme une assignation démotivante. Les travaux de concertation ont montré que la prise en compte de la responsabilité des personnes aidées était primordiale. Les associations qui le souhaitent pourront être aidées pour définir ensemble des bonnes pratiques pour l'accueil, l'accompagnement et l'émancipation des personnes ayant recours à l'aide alimentaire.

#### 6. Rapprocher les acteurs de l'aide alimentaire de ceux de la politique de la ville

Des temps de coordination seront déployés pour permettre aux associations de l'aide alimentaire le souhaitant de se rapprocher des acteurs de la politique de la ville et tout particulièrement des associations agissant dans les quartiers.

#### 7. Améliorer l'approvisionnement et la logistique

La Ville en collaboration avec le Marché d'Intérêt National (MIN), la Métropole, le Département, la Région et l'État, s'engagera dans les réseaux de distribution alimentaire, dans les circuits courts que les autorités publiques soutiennent et développent autour de divers territoires. Il s'agit d'encourager les solidarités professionnelles, de permettre aux associations d'accéder à des produits frais et d'agriculture raisonnée. Dès que possible, nous faciliterons une alimentation bio et durable.

#### 8. Diversifier l'information et l'intensifier

La Ville de Montpellier et la Métropole développeront les moyens d'information en direction des publics ayant besoin d'accéder à l'aide alimentaire.

La brochure « Montpellier solidarité » vient d'être republiée et est disponible sur Internet. Elle sera rééditée chaque année. L'expérimentation de l'application pour smartphone PRATIK, organisée par la Jeune Chambre Économique en partenariat le SIAO34, la Métropole et les services de l'Etat est soutenue par le biais du plan pauvreté. Aussi, dans le cadre du développement du Premier Accueil Social Inconditionnel de Proximité (PASIP) des services sociaux du département, une meilleure accessibilité de l'information sera également recherchée et un numéro vert pourra être testé.

#### 9. Aller vers la création d'un observatoire

La fonction d'observation sera co-pilotée par la Ville de Montpellier, la Métropole, l'Etat, les associations volontaires et des usagers. Elle permettra d'apprécier le volume des aides diffusées, adapter au mieux l'offre à la demande et identifier les évolutions et leviers permettant d'inverser le recours à l'aide alimentaire.

Cet observatoire permettra aussi de valoriser les bonnes pratiques, mutualiser des formations pour les bénévoles et participer aux réflexions nationales du Comité national de Coordination de la Lutte contre la Précarité Alimentaire (CoCoLuPA). L'opportunité de créer une cohorte de bénéficiaires, suivis sur plusieurs années pour apprécier leurs trajectoires et prévenir les ruptures de parcours social sera étudiée, en lien avec l'observatoire du sans abris.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les axes d'intervention de la Ville de Montpellier pour améliorer la qualité de l'aide alimentaire ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer à tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 8 décembre  
2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 8 décembre 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20211130-174817-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/12/21  
Réception en Préfecture : 08/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.